



À LA UNE

MUSK JOUE LA PESTE BRUNE CONTRE L'EUROPE

L'homme le plus riche du monde et ministre de Donald Trump multiplie les soutiens aux extrêmes droites d'Europe, avec pour objectif d'affaiblir l'UE et ses réglementations à son profit. En face, la Commission réfléchit à un « bouclier démocratique » aux contours flous et à l'échéance lointaine.

PIERRIC MARISSAL
pierric.marissal@humanite.fr

Cela a pris plusieurs semaines mais, face aux attaques et provocations concertées venues des États-Unis, la Commission européenne est enfin sortie de son silence. Pas tant du côté de la présidence, puisque Ursula von der Leyen s'est contentée à Davos d'une forme de constat d'échec : « L'ordre mondial fondé sur la coopération que nous avons imaginé il y a vingt-cinq ans est resté lettre morte », sans jamais citer les noms d'Elon Musk ni de Donald Trump. Quant à Henna Virkkunen, nommée



KLYONIA / ALAMY STOCK PHOTO

la création d'une internationale fasciste, coordonnée par Musk, et qui s'inscrit dans un retour de l'impérialisme américain », résume Manon Aubry, coprésidente du groupe La Gauche au Parlement européen. Le réseau social cristallise les tensions. Les appels à quitter X, ou à sa régulation sont nombreux depuis, et beaucoup émanent de la gauche. « Je comprends que des militants préfèrent partir, c'est devenu un réseau social extrêmement violent, en particulier pour les femmes, mais notre rôle, comme politiques, est avant tout de faire respecter

« MUSK UTILISE SA PLATEFORME COMME UN VÉHICULE IDÉOLOGIQUE (...), C'EST LUI QUI DÉFINIT L'AGENDA POLITIQUE. »

AUORE LALUCQ, EURODÉPUTÉE PLACE PUBLIQUE

les règles », estime Manon Aubry. Et X est soumis aux règlements européens. Ceux-ci permettraient en effet de sévir, en particulier le Digital Services Act (DSA), qui vise à lutter contre la propagation de contenus illicites. La plateforme est justement sous le coup d'une enquête, lancée fin 2023, car le réseau social contreviendrait à plusieurs de ses obligations. Pour commencer, il n'est clairement pas au niveau en matière de modération des contenus illégaux (racisme, sexisme, appels à la haine, au harcèlement, proxénétisme...) ou de lutte contre la désinformation.

X est aussi accusé de contrevenir au principe de loyauté algorithmique, également présent dans le DSA, autrement dit de manipuler la recommandation des contenus. Un point particulièrement sensible. « Ces derniers jours, la Commission européenne a demandé à X de fournir des informations sur les systèmes de recommandation, a assuré Henna Virkkunen devant les eurodéputés. Il faut une application stricte et rapide de la législation, ainsi que des décisions qui tiennent la route devant les tribunaux. » L'eurodéputée Place publique Aurore Lalucq a de son côté décidé de saisir l'Arcom sur ce même sujet. « Je me rends compte que, quand j'ouvre X aujourd'hui, je vois plein de tweets d'Elon Musk, alors que je n'ai pas demandé à voir ces messages », a-t-elle expliqué sur France Inter. Et d'ajouter : « Il est en train d'utiliser Twitter comme un véhicule idéologique (...), c'est lui qui définit l'agenda politique. »

Et son agenda politique est de diviser les États européens, en s'appuyant sur l'extrême droite au pouvoir, en Italie et en Hongrie particulièrement, »

il y a quelques mois vice-présidente exécutive en charge de la souveraineté numérique, après avoir brillé par son absence, elle a dû s'exprimer face aux parlementaires. « Après des semaines de silence, il faut agir vite et fort », l'a notamment interpellée Alexandra Geese, eurodéputée Les Verts.

« RETOUR DE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN »

« L'ingérence étrangère nécessite une réponse puissante », a reconnu Henna Virkkunen. Car Elon Musk, patron de X, SpaceX et Tesla, devenu officiellement chef du nouveau « département de l'Efficacité gouvernementale » des États-Unis, a multiplié les saillies médiatiques pour faire la courte échelle aux partis d'extrême droite sur le Vieux Continent. Il a notamment apporté son soutien à l'extrême droite allemande en vue des prochaines législatives qui auront lieu le 23 février, et offert à la cheffe de l'AfD, Alice Weidel, une tribune mondiale sur X pour réécrire l'histoire et légitimer sa propagande. « On assiste à

À LA UNE

MUSK JOUE LA PESTE BRUNE CONTRE L'EUROPE



Face à un Elon Musk qui courtise la néofasciste Giorgia Meloni, la vice-présidente exécutive de la Commission, Henna Virkkunen, appelle à « une réponse puissante » de l'institution... qui se fait attendre.



» pour empêcher une décision forte, commune, comme l'interdiction de X. Il y a un précédent : le Brésil l'avait fait, bloquant l'accès au réseau social pendant deux mois l'été dernier. Après avoir crié à la censure, Musk avait accédé à la demande de la justice brésilienne, suspendant notamment des comptes d'extrême droite. « Nous sommes face à une volonté économique et politique de sa part, tout ce qui peut fragiliser l'Europe est bienvenu, pour éviter qu'on applique ces règlements », assure Bernard Benhamou, secrétaire général de l'Institut de la souveraineté numérique. Ce que Steve Bannon faisait avec ses usines à trolls et son média comploteur Breitbart pour appuyer l'extrême droite européenne, Elon Musk l'industrialise avec X et sa force de frappe dans l'opinion publique. « Et cela fonctionne, on l'a vu du fait de l'absence de réponse concertée, unifiée de l'Europe sur la question du Groenland déjà, poursuit Bernard Benhamou. Ils voient qu'ils peuvent défier l'Europe, l'humilier, et j'ai peur qu'on n'ait encore rien vu. »

Autre exemple symptomatique, Sarah Knafo, eurodéputée d'extrême droite Reconquête, s'est vu confier par la Commission la rédaction d'un rapport

« POUR DES RAISONS D'IMBÉCILLITÉ IDÉOLOGIQUE SUR LA CONCURRENCE LIBRE ET NON FAUSSÉE, L'EUROPE NE FAIT RIEN. »

BERNARD BENHAMOU, INSTITUT DE LA SOUVERAINÉTÉ NUMÉRIQUE

sur la souveraineté numérique européenne. Elle était d'ailleurs invitée, avec Éric Zemmour, à la cérémonie d'investiture de Donald Trump le 20 janvier. La souveraineté numérique européenne n'avait pas besoin de ce nouveau coup de poignard.

LES GÉANTS DU NUMÉRIQUE DÉFILENT CHEZ TRUMP

Les grands patrons de la tech, tous soumis à ces règlements européens, ont bien compris où étaient leurs intérêts. C'est ainsi qu'on a vu défiler un à un chez Donald Trump les patrons du numérique... La Commission européenne a infligé à Apple une amende de plus de 1,8 milliard d'euros pour abus de position dominante sur le marché de la distribution d'applications de diffusion de musique, et Meta est à nouveau la cible d'une enquête, cette fois pour publicité trompeuse et désinformation sur Facebook et Instagram. Mais Apple comme Meta se souviennent qu'en 2019, lorsqu'une taxe sur les Gafam était en discussion, Donald Trump avait appelé son homologue français pour lui dire : « Si tu fais ça, je taxe à 100 % les vins et le champagne. » Et durant la récente campagne, son colistier, J. D. Vance, avait laissé entendre que Washington pourrait retirer son soutien à l'Otan si l'UE sanctionnait Elon Musk. « Alors que nous, Européens, pour des raisons d'imbécillité idéologique sur la concurrence libre et non faussée, nous ne faisons rien, soupire Bernard Benhamou. Il n'y a qu'à voir comme les marchés publics états-uniens sont violemment fermés, et nous, on se laisse voler les nôtres, au nom de la vertu ordo-libérale, nous »

Il y a comme une contradiction à voir la présidente du Conseil des ministres italien, Giorgia Meloni (extrême droite), se faire le chantre de la souveraineté tout en négociant avec la firme états-unienne SpaceX pour doter l'Italie d'un système de communication extranational. En cas d'accord, l'Italie deviendrait le premier État membre de l'UE à s'aventurer sur un tel chemin avec l'entreprise d'Elon Musk, signe de son atlantisme patent. Une option d'autant plus problématique que le milliardaire a pris, depuis le 20 janvier, la tête d'une commission pour « l'efficacité gouvernementale » au sein du gouvernement de Donald Trump, mêlant ainsi pouvoirs public et privé. Ce contrat, estimé à 1,5 milliard d'euros pour une durée de cinq ans, prévoit la fourniture d'un accès sécurisé à Internet via le système Starlink pour des opérations du gouvernement italien et de son armée en Méditerranée, mais également pour les situations d'urgence (attaques terroristes, catastrophes naturelles, etc.), qui exigeraient pourtant de ne pas dépendre d'une entité étrangère pour sécuriser ses données. L'accord devait être précédé d'un test pour évaluer si la connexion par satellite de Starlink était viable, alors même que l'Italie pourrait ne pas être en mesure d'atteindre les objectifs de couverture à haut débit pour les zones grises... dans

STARLINK

Meloni offre les données stratégiques de l'Italie à Musk

En négociations avec SpaceX pour la fourniture d'un système de communication par satellites, la première ministre court le risque de voir des données ultra sensibles lui échapper. Et met en péril l'instrument européen Iris2.

le cadre du plan de relance de l'UE. L'affaire inquiète à gauche. En décembre, le député Antonio Nicita (Parti démocrate) faisait valoir que le développement d'une technologie satellitaire avait déjà été soumis à un appel d'offres et attribué à deux opérateurs italiens, Open Fiber et Fibercoop.

MINER UN PROJET CLÉ DE L'UE

« La technologie satellitaire, et pas seulement celle de Musk, ne permet pas les 300 mégas de téléchargement requis au minimum par les appels d'offres et les objectifs européens, donc nous ne pouvons pas utiliser cette technologie, ce n'est pas un substitut valable à la fibre, elle permet une bonne connexion, si une partie privée veut l'utiliser il n'y a pas de problème, mais lorsque des fonds publics sont utilisés, des normes minimales doivent être garanties », explique Antonio Nicita dans « Il Foglio

Quotidiano ». L'élu a à cet égard déposé plusieurs amendements, dont l'un vise à empêcher les groupes qui contrôlent des plateformes en ligne, comme Elon Musk avec X, de fournir des services de connectivité sur le territoire italien. « Il ne s'agit pas d'une question personnelle contre Musk, mais plutôt d'une question sérieuse qui concerne aussi Amazon, par exemple. Ces plateformes, fortes de leur immense nombre d'utilisateurs, pourraient entrer sur le marché des télécommunications, allant même jusqu'à offrir une connexion gratuite pour attirer les clients, détruisant ainsi le marché tel que nous le connaissons aujourd'hui », développe Antonio Nicita. Un accord entre l'Italie et SpaceX entrerait également en contradiction avec les priorités stratégiques communautaires et le développement du projet Iris2 (Infrastructure de résilience et d'interconnexion sécurisée par satellite) de l'UE, prévu en 2030. Pour Elon Musk, un tel contrat permettrait non seulement de miner l'autonomie stratégique européenne en manœuvrant pour qu'un État membre se désengage à terme du financement du projet, mais également de faire devancer ce dernier par une technologie états-unienne. L'instrument européen est pourtant conçu comme un outil de renforcement du positionnement de l'industrie européenne et de ses opérateurs dans le monde. Iris jouera également un rôle dans la communication entre ambassades et la connectivité de zones stratégiques pour la politique étrangère de l'UE, telles que le Moyen-Orient, l'Afrique, l'Arctique, la Baltique et la mer Noire, et enfin dans la surveillance des frontières... si chère à Giorgia Meloni. ●

LINA SANKARI

lina.sankari@humanite.fr



18 mars 2024, une fusée Falcon 9 de la firme SpaceX décolle dans le ciel californien pour placer en orbite 22 satellites du système Starlink.

À LA UNE

MUSK JOUE LA PESTE BRUNE CONTRE L'EUROPE

» sommes des naïfs. » En outre, Trump a annoncé le plan Stargate, un financement de 500 milliards de dollars dédié à l'intelligence artificielle.

UN GENDARME EUROPÉEN ?

L'ancien dirigeant de la BCE Mario Draghi, qui défendait l'austérité même pendant la pire de la pandémie, proposait en octobre dernier un système d'endettement commun à l'échelle de l'Union, pour les investissements stratégiques, à hauteur de 800 milliards par an. « Nous avons été bancals dans notre approche en ne misant que sur la régulation », conclut Bernard Benhamou. « Sans l'accompagner d'une politique industrielle, on ne s'en sortira pas. S'il n'y a pas de réveil politique au niveau du Conseil, donc des États européens, nous allons vers un crash au ralenti », met-il en garde. Pour lui donner raison, les États-Unis ont annoncé qu'ils allaient serrer la vis sur les exportations de puces dédiées à l'IA. « Il y a eu une absence de stratégie industrielle qui a conduit au fait qu'aujourd'hui, sur les questions technologiques, on n'a le choix qu'entre les États-Unis et la Chine, déplore Manon Aubry. Mais un géant des réseaux sociaux européens, s'il est conduit par un Bolloré avec des règles

« IL NE SUFFIT PAS D'IMPOSER DES RÈGLEMENTS SI ON NE DONNE PAS AUX AUTORITÉS INDÉPENDANTES LES MOYENS DE LES APPLIQUER. »

MANON AUBRY, EURODÉPUTÉE LA GAUCHE

qui ne s'appliquent pas plus, ne changerait rien. » La réflexion sur les solutions à apporter reste en cours. La Commission travaille à un « bouclier démocratique », un plan qui vise à lutter contre la désinformation étrangère et les menaces nationales. Elle se veut une réaction face aux « ingérences étrangères (...) qui induisent les citoyens en erreur, les trompent et affectent leurs choix électoraux, amplifient les polémiques, divisent, polarisent, exploitent les vulnérabilités des sociétés, encouragent les discours de haine... » énumère la Commission. Mais si la décision a été prise en décembre 2024, la commissaire Henna Virkkunen n'a pas encore lancé de consultation publique à ce sujet. Une autre piste discutée à gauche est la création d'un gendarme numérique à l'échelle de l'UE, un Arcom amélioré, doté d'une gouvernance citoyenne, en charge de lutter contre les contenus haineux et le harcèlement, avec un droit de regard sur les algorithmes. « On n'est pas pour censurer les réseaux sociaux, mais il faut poser des règles : on peut faire cohabiter liberté d'expression et lutte contre les contenus haineux. Mais cela ne suffit pas d'imposer des règlements si on ne donne pas aux autorités indépendantes les moyens de les appliquer », précise Manon Aubry. C'est que les dépenses de lobbying des Gafam sont en moyenne chaque année 4 fois supérieures au budget de la Cnil. L'Europe hésite, pas ceux qui la menacent. ●



Une affiche sur les murs de Washington. Ci-dessous, Alice Weidel, leader de l'AfD, s'est vu offrir une tribune sur X pour deviser avec Elon Musk, déverser sa haine et réécrire l'histoire.

